

LE TEMPS

Le prochain président français devra gérer une grave crise mondiale

OPINION

La fragilité de leur pays, les Français la découvriront lors de cette prochaine crise internationale, affirme Didier Maurin, président de Katleya Gestion à Genève.



Une réunion de campagne d'Eric Zemmour, à Chabéry, 25 février 2022. (AP Photo/Laurent Cipriani)

© Laurent Cipriani / keystone-sda.ch

Par Didier Maurin, président de Katleya Gestion à Genève

Publié mardi 1 mars 2022

La France, en pleine campagne électorale présidentielle, se doit d'être compétitive dans la mondialisation afin de réussir. Il est intéressant d'analyser ce que proposent économiquement les principaux candidats car la période actuelle doit être mise à profit afin de générer des baisses d'impôts, notamment pour les entreprises.

Le pays a besoin d'un allègement des contraintes bureaucratiques, car il est actuellement numéro un mondial de la taxation avec une fonction publique proche de celle d'un pays communiste !

Emmanuel Macron avait d'ores et déjà fait un effort en imposant sa *flat tax* au taux de 30% sur les revenus du capital là où auparavant beaucoup d'investisseurs étaient taxés à 65%. Mais c'est oublier que concernant le régime des plus-values, beaucoup de pays les frappent à un taux de 0% !

Le paradoxe français

Car tel est le paradoxe de la France. Souvent, si elle ne fiscalise qu'à 25%, par exemple, elle pense faire un effort, mais en oubliant que pour la même situation, beaucoup de pays n'imposent qu'entre 0 et 15% ! Or, tôt ou tard, le monde entier va entrer dans le nouvel ordre mondial des dévaluations monétaires, après celui d'une inflation persistante. L'Hexagone est très mal préparé pour résister à cette nouvelle crise internationale qui pourrait être bien plus dangereuse que celle des subprimes en 2008.

En effet, le niveau d'endettement des Etats et la politique monétaire ultra-accommodante, celle de la «planche à billets», atteignent un niveau exceptionnel. Les marchés financiers risquent fort de peser sur une monnaie telle que l'euro ou le dollar. La panique monétaire qui pourrait s'ensuivre contraindrait l'ensemble des banques centrales à cesser d'imprimer des billets de banque. Ce choc ne manquerait pas de stopper du même coup toute velléité de distribution des milliards d'euros de prestations sociales.

Les Français le prendraient très mal, eux dont une grande partie de la population se nourrit des subsides de l'Etat. Ils n'accepteraient pas d'être maintenant obligés de réduire leur train de vie.

Après la crise des Gilets jaunes de 2019, ce nouveau mouvement social serait beaucoup plus dangereux car beaucoup plus violent, l'économie française étant mal préparée pour gérer une nouvelle période de troubles.

En effet, comme le rappellent les économistes, la France est un pays qui s'est largement désindustrialisé. La part de son industrie représente aujourd'hui moins de 10% de son PIB, et beaucoup de ses élites ont quitté le territoire. L'Etat s'est largement surendetté, comme nous l'avons dit.

Prendre la Suisse en modèle

Dès lors, la politique du prochain président français se doit de renforcer les structures institutionnelles et l'économie de son pays. Le mieux serait de le transformer en un pays à faible imposition à l'image de la Suisse, avec une fonction publique minimale.

Cela étant, la lecture des programmes économiques d'Emmanuel Macron, Valérie Pécresse, Marine Le Pen et Eric Zemmour révèle des déclarations d'intention sur quelques baisses d'impôts et certains allègements bureaucratiques. Mais il n'en ressort rien de très probant pour refaire de la France l'une des toutes premières puissances économiques mondiales.

La raison en est d'ailleurs assez simple: comme le rappellent sans cesse les milieux d'affaires internationaux qui connaissent bien la France, «ce pays est l'un des derniers pays communistes de la planète, où la chasse aux riches est toujours de bon ton!»

Dans une mondialisation où nombre de pays se livrent une concurrence accrue pour attirer sur leur sol les entreprises et les capitaux du monde entier, une telle politique équivaut à un suicide économique. Après tout, les peuples obtiennent souvent, dans l'histoire, les politiciens qu'ils méritent.

Les programmes économiques des actuels candidats présentent peu de nouveautés, du moins chez Emmanuel Macron, Valérie Pécresse ou Marine Le Pen. Mais Eric Zemmour paraît nettement plus convaincant lorsqu'il propose de baisser l'imposition pour les particuliers et les entreprises afin de générer des hausses de salaires, qui lui semblent trop faibles. C'est ainsi que la compétitivité des entreprises de l'Hexagone peut s'améliorer dans le cadre de la mondialisation et de la concurrence mondiale.

Eric Zemmour est conscient que trop d'entreprises françaises fonctionnent «sans capital», la fiscalité étant tellement lourde qu'elle ne leur permet pas de constituer les fonds propres nécessaires à l'investissement, ce qui les oblige à avoir beaucoup trop recours à l'emprunt.

L'analyse est rationnelle et pragmatique, et on entend peu ce type d'arguments en France, un pays peu disposé généralement en faveur de l'économie capitaliste! Finalement, peut-être que les choses vont changer?!

Il y a peu à attendre de la prochaine élection présidentielle française si elle reconduit le président actuel, ou l'un de ses proches.

La fragilité de leur pays, les Français la découvriront lors de cette prochaine crise internationale.